



Présentation

Réalités territoriales de l'animation

André Antoniadis

Rédacteur, Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
Professeurs, Haute école de travail social et de la santé (EESP), Lausanne, Suisse
andre.antoniadis@eesp.ch

Yuri Tironi

Professeur, Haute école de travail social et de la santé (EESP), Lausanne
yuri.tironi@eesp.ch

Jean-Marie Lafortune

Rédacteur, Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
Professeur, Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal (UQAM), Canada
lafortune.jean-marie@uqam.ca

Martin Lussier

Professeur, Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal, Canada
lussier.martin@uqam.ca

Alors que le processus de globalisation semble aller de paire avec une inquiétude grandissante face à la perte possible de repères identitaires des territoires à la faveur de leur homogénéisation, l'appel à l'affirmation des spécificités locale se fait de plus en plus pressant. Bien souvent, celle-ci passe par un ensemble d'oppositions, allant du local au global, que les institutions en place et les politiques publiques, notamment, tentent parfois d'équilibrer et d'autre fois de conforter. Au delà des oppositions entre le rural et l'urbain, le local et le transnational ou encore l'actuel et le virtuel, l'animation est régulièrement appelée en renfort dans la lutte aux inégalités auxquelles celles-ci donnent forme. D'autre part, les conditions géographiques, économiques, politiques et sociales d'un territoire colorent non seulement les modalités des pratiques d'animation, mais définissent également ses possibilités d'action, ses objets d'intervention et les projets auxquels ils sont appelés à contribuer. En quoi les conditions territoriales façonnent-elles ou rendent-elles possible l'animation ? Comment l'animation s'inscrit-elle dans la trame sociale et politique d'un territoire ? Quels rôles sont attribués aux acteurs locaux appelés à contribuer ? Partant de la proposition que les particularités d'un territoire induisent non seulement des pratiques d'animation distinctes, mais également des façons différentes de les questionner, ce numéro est une invitation à réfléchir aux articulations de l'animation et du territoire. Issus de communications réalisées lors du 6ème Colloque international sur l'animation, organisé à l'automne 2013 à Paris sous l'égide du Réseau International de l'Animation, les contributions de ce numéro prennent pour point de départ la question du territoire ou celles que posent le territoire à l'animation, qu'il s'agisse du territoire géographique ou du territoire d'intervention des animateurs.

Analyses

Les premiers articles nous viennent d'Algérie et questionnent les rôles des animateurs sur le territoire, le processus de participation et la place des acteurs sociaux dans le développement local. Le texte intitulé « La coopération internationale pour la mise en œuvre d'une démarche participative dans les politiques de développement rural en Algérie » d'Abdelkarim Bestani et Boumediene Zaoui interroge l'approche participative en regard des politiques du développement rural en Algérie. Y sont décrites les façons par lesquelles les projets de coopération internationale ont encouragé la mise en place du principe d'une gouvernance locale ascendante afin d'assurer une participation active des acteurs territoriaux. Puis, l'article de Kahina Moussaoui et Khelloudja Arabi Megherbi, « Rôle des associations dans le développement local : le cas de quelques associations de la wilaya de Bejaia (Algérie) », suggère de se concentrer sur le rôle des associations et leurs capacités à assurer ou à valoriser la participation des acteurs locaux. Pour les auteures, si les associations jouent un rôle important de vecteur de transformation sociale, ce qui se traduit notamment dans leurs objectifs et leurs perceptions du développement local, ce potentiel de changement peine à se concrétiser pleinement.

« From 'paralysing myths' to curriculum expansion : boundaries, spaces and territories and the place of new technologies » de Jane Melvin évoque et questionne l'utilisation des outils numériques dans des contextes de travail auprès de jeunes. Pour l'auteure, les éducateurs demeurent trop souvent en marge de ces outils sous prétexte qu'ils mettent trop en valeur des contenus jugés inappropriés (pornographie, violence, stéréotypes, etc.) ou encore qu'ils représentent un territoire extérieur à leur champ de pratique traditionnel. Devant cette panique morale et cette paralysie, l'article suggère plutôt que le travail auprès des jeunes devrait mettre à profit ces territoires virtuels qui sont déjà occupés de façon importante par les jeunes eux-mêmes. Il suggère également qu'au-delà de leur utilisation dans le travail quotidien des éducateurs pour rejoindre les jeunes, ces territoires sont également le lieu d'inégalités entre les jeunes qui doivent faire l'objet de nouvelles formes d'intervention.

Expériences

Avec Patricia Gauvin, le Québec est au cœur de la question du territoire d'intervention. Dans son article « Interventions artistiques en milieu de travail », elle décrit comment son action sociale l'implique comme artiste à prendre un rôle d'animatrice en utilisant des éléments du milieu de travail visité. Ses interventions, en sensibilisant les participants à leurs propres pouvoirs créateurs et en les invitant à découvrir les plaisirs de l'expérience de la création, rejoignent les objectifs de la médiation culturelle.

« Sistematizando las prácticas : un hito en la construcción de demandas en torno a la lucha por la vivienda en el barrio de La Boca » de Claudia Lomagno et Laura Grigaitis présente une expérience de travail développée par le *Grupo de Vivienda y Hábitat de la Boca* destinée à construire et appuyer une demande sociale pour de meilleures conditions d'habitation dans un quartier pauvre de Buenos Aires en Argentine. Parmi les outils de mobilisation locale utilisés, une bande dessinée a permis aux participants d'avoir une voix et de reconstituer le processus même de formulation collective de cette demande.

Déplaçant la réflexion en territoire européen, Eric Gallibour, dans son article « La formation professionnelle des animateurs en Europe par les CEMEA : petit bilan de l'accès et l'usage citoyen

du dispositif de Mobilité Léonardo Da Vinci », aborde la question des ressources, des limites et des perspectives à venir du programme Leonardo da Vinci qui vise à favoriser la mobilité professionnelle, notamment pour les animateurs. Malgré les obstacles d'accès à ce programme, l'auteur en retrace les usages qui permettent l'émergence d'une « mobilité apprenante », « de partenariat » et « qualifiante », servant de cadre à la circulation des travailleurs.

La section thématique se termine par un article de Jean-Pierre Augustin intitulé « Les référentiels urbains et l'animation socioculturelle en France de 1960 à 2013 ». L'auteur y pose un regard sur le lien qu'entretient l'animation avec la fabrique de la ville. Prenant pour point de départ les hésitations sur la place et le rôle des animateurs dans la ville, il souligne notamment les façons par lesquelles les enjeux soulevés par les transformations urbaines ont ouvert la voie à l'émergence de figures contrastées de l'animation socioculturelle.

Hors thème

Dans la section hors thème, trois articles proposent des regards contrastés sur l'animation. Dans son texte intitulé « Lutte contre les discriminations et lutte contre l'insécurité en milieu rural : les jeux d'équilibristes des animateurs », Chantal Crenn présente avec le concours de Bruno Grenouillet et d'Adeline Cochet, le cas d'un territoire rural où les animateurs sont appelés à intervenir face à une hausse du prosélytisme qui serait le fait de jeunes issus de l'immigration. Alors même que les dispositifs d'animation sont officiellement laïques, les auteurs suggèrent que la détermination de populations « ethnicisées » et leur identification basée principalement sur l'appartenance confessionnelle contribuent à l'importance du religieux dans l'espace public et l'action des autorités. Cette dynamique requiert de l'animation une grande réflexivité. C'est également le cas, quoique dans un autre contexte, avec l'article « Du jeu dans la professionnalisation de l'animation » de Baptiste Besse-Patin. Utilisant la place du jeu comme point de départ, celui-ci suggère que l'analyse du travail concret effectué par les animateurs permet de comprendre la distance entre leurs projets et le pouvoir accordé ou non aux usagers. Pour l'auteur, la tendance à la professionnalisation de l'animation semble contradictoire face aux situations concrètes de travail en contexte. Il souligne que cette tendance à la professionnalisation devra compter sur ce qu'il appelle « la part sensible de l'animateur », où la formation lui apprendra à « jouer » dans les marges et les zones d'incertitude de son travail. Enfin, pour Sandrine Rosbapé, cette professionnalisation des animateurs devrait également passer par une éducation à l'économie sociale et solidaire (ESS). Dans sa contribution intitulée « L'éducation à l'ESS : nouveau champ d'action pour l'animation socioculturelle? », l'auteure suggère que l'animation a le potentiel pour investir pleinement ce champ. Mais pour que les animateurs arrivent à assumer leur rôle de transformation sociale, ils doivent au préalable être formés à l'ESS afin de pouvoir développer une réflexion critique sur le système économique en place.

Le prochain numéro de la Revue, à paraître à l'automne 2014, aura pour thème « S'engager dans quelle direction ? ». La date de tombée pour soumettre un article ou un compte rendu pour ce numéro est le 29 septembre 2014 (voir consignes : www.atps.uqam.ca/auteurs_fr.php). Nous acceptons également en tout temps des textes à paraître dans la section hors thème.

Bonne lecture !